

SYMPOSIUM

UBUNTU

MenEngage



JE SUIS PARCE QUE *tu es*

**Santé et droits sexuels
et reproductifs (SDSR) et
orientation sexuelle, identité
de genre, expression de genre
et caractéristiques sexuelles
(OSIGEGCS)**

**Tyler Crone
Jacqui Stevenson**

Rapport de synthèse des discussions
du 3e symposium mondial MenEngage,
le symposium Ubuntu, 2020-2021.



MenEngage Alliance
working with men and boys for gender equality



CRÉDIT PHOTO: Paula Bronstein/Getty Images/Images of Empowerment

L'article a été écrit par Tyler Crone et Jacqui Stevenson pour l'Alliance mondiale MenEngage, avec la relecture de Magaly Marques, et a été édité par Jill Merriman. Conception graphique par Sanja Dragojevic basée sur la conception graphique conçue pour le Symposium Ubuntu par Lulu Kitololo. Traduction de: Anca Mihalache

Les avis exprimés ici n'engagent que l'auteur.e et les intervenant.e.s du troisième symposium mondial MenEngage, le Symposium Ubuntu.

Citer cet article : Alliance MenEngage. (2021). Tyler Crone, Jacqui Stevenson. *Résumés du Symposium MenEngage Ubuntu : Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) et orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles (OSIGEGCS)*.

Table des matières

1. Analyse du contexte et problématisation	130
1.1. Contexte	131
1.2. Menaces et défis actuels identifiés pendant le symposium	134
2. Points clés de la discussion sur la SDR et l'OSIGEGCS	136
2.1. Représailles et backlash contre l'égalité de genre	137
2.2. La pandémie de COVID-19	138
2.3. L'autonomie corporelle	138
2.4. Pratiques préjudiciables	139
2.5. Points clé OSIGEGCS	140
2.6. Les masculinités toxiques	141
2.7. Avortement sans risque	141
2.8. Points clés actuels et émergents en matière de SDR	142
3. Pratiques prometteuses avec des exemples	144
4. Leçons apprises, recommandations et perspectives d'avenir	146
4.1. Leçons apprises	146
4.2. Recommandations	148
4.3. Perspectives d'avenir	151
5. Bibliographie sélective sur la SDR et l'OSIGEGCS	153
Annexe 1. Liens vers les sessions du symposium sur la SDR et sur l'OSIGEGCS.	154

1. Analyse du contexte et problématisation



Ainsi, en ce qui concerne les enseignements du travail de l'engagement des hommes et des garçons, ou en qui concerne [ce que] devrait être l'égalité de genre en général, la première chose à faire c'est de commencer par nous poser ces questions : qu'est-ce que j'ai appris ? Qu'est-ce que j'ai appris des actes qui ont pu nuire ? Qu'est-ce que je dois analyser ? D'après mon expérience, lorsque nous commençons à faire un examen approfondi du pouvoir et des privilèges, il est plus facile de se rendre compte des choses préjudiciables que nous avons apprises au cours de notre vie et des façons dont nous pouvons travailler pour analyser le pouvoir que nous détenons. Souvent, cet affaiblissement, ce déséquilibre et cette violence touchent les communautés les plus marginalisées du monde, notamment les noirs, les peuples autochtones, les jeunes, les travailleurs.euses du sexe, les personnes vivant avec le VIH, les personnes queer, trans et non-binaires, les personnes intersexes. Dans le domaine du travail avec les hommes et les garçons, nous devons interroger en permanence la manière dont nous savons être présent.e.s pour les personnes qui ne sont pas des hommes ou des garçons, et ce d'une manière qui ne présuppose pas nécessairement la binarité de genre, qui a contribué tant à ce que nous considérons comme des masculinités nuisibles et/ou toxiques. Une fois que nous aurons fait tout cela, il sera un peu plus facile de s'engager pour la justice de genre et d'être solidaire avec les femmes, les personnes trans et les personnes non-binaires.

— PRESTON MITCHUM (ANCIEN DIRECTEUR DES POLITIQUES, UNITE FOR REPRODUCTIVE & GENDER EQUALITY, URGE), [SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE](#)

1.1. Contexte

Le troisième symposium mondial MenEngage (également connu sous le nom de « Symposium MenEngage Ubuntu ») a eu lieu à un moment de grande complexité, marqué par des défis et des bouleversements pendant la pandémie de COVID-19, qui a constitué un fil conducteur tout au long des discussions du symposium. Dans tous les panels, sujets et débats, des expériences similaires ont émergé autour de l'impact du COVID-19 : la pandémie et ses conséquences ont renforcé les normes de genre néfastes et ont causé une érosion des progrès acquis au prix de longues années de travail pour l'égalité des genres.¹ De plus, la pandémie a paralysé les efforts visant le progrès en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour toutes et tous. C'est dans ce contexte que le travail en faveur de l'inclusion, de la santé, de la dignité et de l'équité pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexes (LGBTQI) continue de faire l'objet de contestations et de débats. Les efforts continus déployés au niveau national pour criminaliser les personnes en fonction de ce qu'elles sont, de qui elles aiment et de la manière dont elles s'expriment s'alignent désormais sur un effort spécifique et intentionnel des acteurs conservateurs pour nier les droits, l'agentivité et l'humanité des personnes LGBTQI dans les pays membres des Nations unies et ailleurs.

Au moment où nous finalisons ce document, fin 2021, la pandémie de COVID-19 est loin d'être dépassée. Le bilan est le plus lourd pour les personnes qui portent déjà le fardeau de l'inégalité, qui sont confrontées à de multiples formes de marginalisation et d'oppression et qui subissent également le plus lourd fardeau en termes de maladie et de mortalité. Non seulement les efforts visant à faire progresser la SDSR sont à l'arrêt, nous assistons également à un moment de recul rapide de tous les acquis, où le domaine de la SDSR a été relégué au second plan dans le monde entier. Les représentant.e.s locaux.ales dans le domaine de la santé se trouvant en première ligne et les défenseur.e.s des droits humains évoquent, tandis que les réseaux mondiaux documentent, une augmentation des grossesses non désirées chez les jeunes, des cas de violences, l'effondrement des programmes de prévention du VIH (y compris les programmes de prévention de la transmission verticale) et des difficultés toujours plus grandes d'accès à un avortement sans risque.² Les confinements provoqués par la crise sanitaire ont eu un impact négatif sur les moyens de subsistance et ont rendu l'accès aux services ou produits encore plus difficile, avec des cas où certains services n'étaient plus disponibles et où les ruptures de stock sur des produits essentiels sont devenues monnaie courante. De manière notable, les participant.e.s au symposium venu.e.s de plusieurs pays d'Afrique ont notamment évoqué les ruptures de stock de contraceptifs, de moyens de prévention des infections sexuellement transmissibles tels que les préservatifs ou de médicaments antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH comme des préoccupations majeures.

Le symposium MenEngage Ubuntu a offert un espace où des responsables des politiques, des responsables des programmes, des défenseur.e.s des droits sur le plan local, des chercheur.e.s et des défenseur.e.s des droits humains de premier plan du monde entier ont pu se réunir et réfléchir ensemble à ce que ce moment signifie pour notre travail collectif. Dans le contexte

¹ Ginette Azcona, Antra Bhatt, Jessamyn Encarnacion, Juncal Plazaola-Castaño, Papa Seck, Silke Staab, Laura Turquet, *From insights to action: Gender equality in the wake of COVID-19*, 2020, [En ligne]. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/09/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19#view>

² ATHENA, *Action alert: Adolescent girls and young women are watching: Our rights and lives matter*, s.d., [En ligne]. <https://us18.campaign-archive.com/?u=1d26f7842344ac89d18ee4bb7&id=d7d52e7d6f> [consulté le 23 novembre 2021]

d'une pandémie mondiale qui nécessite une réponse juste et coordonnée à l'échelle mondiale, mais qui est toujours absente, nous vivons un moment politique clé et reconnaissons, comme l'indique la *Déclaration Ubuntu et appel à l'action*, que :

Nous sommes profondément interconnecté.e.s dans un monde où les injustices profondes ne peuvent plus être cachées [...]. [Mais nous voyons aussi] la résistance, l'espoir, la résilience, la vision et le bouleversement créé par des mouvements dirigés par des femmes et des mouvements grassroots, qui ne veulent plus accepter l'injustice comme norme. Nous les entendons élever leurs voix collectives pour transformer la politique, l'économie, la culture et les mentalités.³

La « vision commune pour la justice de genre, sociale, économique et environnementale pour tou.te.s, partout, dès à présent et pour le futur » décrite dans la *Déclaration* repose sur la réalisation des droits en matière de SDR pour toutes et tous. Elle souligne également la liberté d'être pleinement soi-même dans toute notre diversité du point de vue de l'orientation sexuelle, d'e l'identité et de l'expression de genre et de caractéristiques sexuelles (OSIGEGCS). Aujourd'hui, plus que jamais, il est évident, comme le souligne la *Déclaration*, que « la seule voie possible est celle de l'inclusion, de l'équité et de la justice » et que nous devons « célébrer la diversité qui existe parmi nous ».

Cinq thématiques transversales ont guidé le symposium MenEngage Ubuntu, chacune d'entre elles contribuant à notre compréhension de la SDR et de l'OSIGEGCS dans le contexte des hommes et des masculinités : féminismes, intersectionnalité, responsabilité, « pouvoir avec » et transformation. La SDR et l'OSIGEGCS sont des domaines vastes (comme l'indiquent les définitions dans l'encadré) et les sessions du symposium ont reflété un large éventail de questions liées à la SDR et à l'OSIGEGCS, en lien avec le contexte actuel, des facteurs politiques et économiques, mais aussi avec les priorités des organisations et des individus ayant participé au symposium. Un nombre de questions clés en matière de SDR et d'OSIGEGCS ont été abordées avec prédilection pendant le symposium, notamment le leadership des jeunes, les pratiques préjudiciables, l'hygiène menstruelle dans la dignité, la règle du bâillon mondial, l'avortement sans risque et les droits et la dignité des personnes transgenres. D'autres questions, tout aussi primordiales, ont été moins abordées pendant les discussions, tout en restant au cœur des préoccupations actuelles.

Cet outil de connaissance vise à fournir une vue d'ensemble des présentations et des discussions sur la SDR et l'OSIGEGCS qui ont eu lieu pendant le symposium MenEngage Ubuntu, en s'appuyant sur les 22 sessions du symposium, ainsi que sur un cadre discursif plus général. Il ne s'agit ni d'un compte-rendu complet du symposium, ni d'une analyse exhaustive du rôle des hommes et des masculinités dans le domaine de la SDR et de l'OSIGEGCS. Ce document offre plutôt un aperçu et un point de départ qui permettra de poursuivre cette conversation vitale, complexe et multidimensionnelle.

³ Alliance MenEngage, *Déclaration Ubuntu et appel à l'action*, 2021, [En ligne]. http://menengage.org/wp-content/uploads/2021/06/Ubuntu-DCTA-Advanced-Edited-Version_eng.pdf

Définitions

La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) comportent deux éléments essentiels :⁴

1. La santé sexuelle et reproductive « est un état de bien-être physique, affectif, mental et social, concernant tous les aspects de la sexualité et de la reproduction, et pas seulement l'absence de maladie, de dysfonctionnement ou d'infirmité. Ainsi, une approche positive de la sexualité et de la reproduction doit reconnaître le rôle joué par les relations sexuelles sources de plaisir, la confiance et la communication dans la promotion de l'estime de soi et du bien-être général. Chaque personne a le droit de prendre les décisions qui concernent son corps et d'accéder à des services qui appuient ce droit ».
2. Les droits sexuels et reproductifs doivent être réalisés pour que la santé sexuelle et reproductive soit effective. Ces droits sont basés sur le droit de chaque personne à « bénéficier du respect de son intégrité corporelle, de sa vie privée et de son autonomie personnelle; définir librement sa propre sexualité, y compris son orientation sexuelle, son identité et son expression de genre; décider si et quand elle désire être sexuellement active; choisir son ou ses partenaires sexuels; jouir d'une expérience sexuelle sans risque et qui lui procure du plaisir; décider si, quand et avec qui se marier; décider si, quand et par quel moyen avoir un ou plusieurs enfants, et combien en avoir; [et] avoir accès toute sa vie durant à l'information, aux ressources, aux services et à l'accompagnement nécessaires à la réalisation de tout ce qui précède, sans discrimination, contrainte, exploitation ni violence. »

L'OSIGEGCS comprend l'orientation sexuelle (OS), l'identité de genre et l'expression de genre (IGEG) et les caractéristiques sexuelles (CS)⁵ :

- L'orientation sexuelle fait référence à « la capacité de chaque personne à ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe ».
- L'identité de genre fait référence à « l'expérience intime et personnelle du sexe faite par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris une conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou divers) et d'autres expressions du sexe, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire ».
- L'expression du genre fait référence aux « manifestations extérieures du genre, exprimées par le nom, les pronoms, les vêtements, la coupe de cheveux, le comportement, la voix ou les caractéristiques corporelles. La société identifie ces signes comme étant masculins ou féminins, bien que ce qui est considéré comme masculin et féminin change avec le temps et varie selon la culture. Généralement, les personnes transgenres cherchent à aligner leur expression de genre sur leur identité de genre, plutôt que sur le sexe qui leur a été assigné à la naissance. »
- Les caractéristiques sexuelles « comprennent les caractères sexuels primaires ([, par exemple] les organes génitaux internes et externes et/ou la structure chromosomique et le système hormonal) et les caractères sexuels secondaires ([, par exemple] la masse musculaire, la pilosité et la stature) ».

⁴ Source des définitions de la « santé sexuelle et reproductive » et des « droits sexuels et reproductifs » : Guttmacher-Lancet Commission on Sexual and Reproductive Health and Rights, *Accelerate progress: Sexual and reproductive health and rights for all: Executive summary*, 2018, [En ligne], https://www.guttmacher.org/sites/default/files/page_files/accelerate-progress-executive-summary.pdf

⁵ Toutes les définitions sont adaptées de : ARC International, International Bar Association, and the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association., *Sexual orientation, gender identity and expression, and sex characteristics at the Universal Periodic Review*, 2016, [En ligne], https://ilga.org/downloads/SOGIESC_at_UPR_report.pdf; les définitions de l'« identité de genre » et de l'« expression de genre » ont été adaptées par les auteurs à partir de : *Principes de Yogyakarta. Sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre*, 2007, [En ligne], <https://yogyakartaprinciples.org/>

1.2. Menaces et défis actuels identifiés pendant le symposium

“ Depuis 30 ans, le domaine de la santé sexuelle et reproductive tente d'impliquer les hommes et les garçons dans la planification familiale et l'éducation sexuelle, mais ce domaine est miné par les préjugés et les stigmatisations concernant le genre et la sexualité. Pour compliquer les choses, les soins de santé représentent un secteur très axé sur le pouvoir, avec ses propres hiérarchies, et la SDRS touche au cœur de la binarité homme-femme qui définit le patriarcat en tant que système. La première chose à faire est donc de reconnaître cette complexité dans nos efforts pour transformer les normes de genre patriarcales et améliorer la SDRS.

—MAGALY MARQUES (COORDINATRICE MONDIALE SDRS, SECRÉTARIAT MONDIAL DE L'ALLIANCE MENENGAGE), [*QUEL PROGRAMME DE RECHERCHE ET AGENDA BASÉ SUR LES PREUVES POUR ABORDER LES MASCULINITÉS DANS LE CONTEXTE DE LA SDRS ?*](#)

Le symposium MenEngage Ubuntu a eu lieu à un moment intense et bouleversant de l'histoire, et il a fourni un espace dans lequel les personnes qui travaillent activement pour la création d'un monde meilleur ont pu porter une discussion commune pour identifier les défis et les solutions. Toute feuille de route que nous pensions avoir – et toute compréhension que nous partagions – a été façonnée par ce moment.

Le COVID-19 a été ainsi au cœur des discussions du symposium ayant porté sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Les membres des panels et les participant.e.s ont discuté de la manière dont nous, en tant que communauté mondiale, nous nous efforçons d'appréhender, d'adapter, d'articuler et d'influencer la manière dont nous évoluons dans le contexte de la crise sanitaire, d'apprendre des épidémies passées telles que l'épidémie du VIH, de renforcer la résilience et d'envisager de nouvelles stratégies pour faire face à la situation. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'intensifier les forces contraires auxquelles se confrontent les acteurs du changement engagés en faveur de la justice de genre, du « pouvoir avec », de la redevabilité et du féminisme intersectionnel. Un contexte mondial marqué par le conservatisme et le backlash persiste, même si des avancées dans le domaine du leadership féministe ont eu lieu en tandem avec le symposium MenEngage Ubuntu, notamment le Forum Génération Égalité qui s'est déroulé à Mexico et à Paris.



Jonathan Torgovnik/Getty Images/Images of Empowerment

Les principales menaces actuelles liées la SDSR et à l'OSIGEGCS qui ont été discutées par les panels du symposium comprennent :

- Les menaces envers les espaces civiques et sur la capacité de se mobiliser
- Les attaques contre les défenseur.e.s des droits humains
- Le backlash conservateur, l'opposition croissante au féminisme et aux droits des femmes et la promotion et la pérennisation des idéaux masculins toxiques
- L'augmentation des ressources et des investissements des initiatives contre les droits humains⁶
- La violence et les discriminations à l'encontre des personnes LGBTQI, ainsi que leur criminalisation, exclues des débats sur la violence, les pratiques préjudiciables et la SDS
- L'impact disproportionné de la crise sanitaire sur les personnes les plus marginalisées, qui sont aussi les plus touchées dans tous les contextes et pour lesquelles l'impact économique est dévastateur à présent, mais aussi sur le moyen et long terme
- Les pratiques préjudiciables, notamment les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants et les préjugés à l'égard des filles, qui restent répandues et qui touchent des millions de filles chaque année
- La masculinité toxique, qui est enracinée dans des normes de genre néfastes et qui la perpétuent à la fois

Ces tendances mondiales se reflètent et se reproduisent aux niveaux régional, national et local. Elles ont un impact sur le travail de promotion et de protection de la SDSR et de l'OSIGEGCS, ainsi que sur les personnes qui s'engagent dans ce domaine. Un fil conducteur essentiel qui a guidé de nombreux panels du symposium était le fardeau porté par les agents de changement qui font ce travail, exacerbé par l'impact de la pandémie de COVID-19, qui a déstabilisé les filets de sécurité, a augmenté le travail de soins, a créé une anxiété profonde et durable ainsi qu'une insécurité financière et qui a aggravé les défis du travail pour le changement face au backlash et à l'opposition des forces contraires.

⁶ Association for Women's Rights in Development (AWID), *Key anti-rights trends: 47th session of the Human Rights Council*, 11 août 2021, [En ligne]. <https://www.awid.org/news-and-analysis/key-anti-rights-trends-47th-session-human-rights-council>

2. Points clés de la discussion sur la SDR et l'OSIGEGCS

Les discussions au cours du symposium ont eu une grande portée, ayant été transrégionales, multigénérationnelles et intersectionnelles. Compte tenu de la diversité et du dynamisme des sessions, nous avons identifié des points de discussion clés afin de donner un aperçu de l'étendue et de la portée des discussions. Cependant, il est important de noter que ces points de discussion ne restituent pas entièrement la profondeur de l'analyse partagée au cours des dizaines de sessions.

Comme l'a noté Åsa Regnér, Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs du Programme d'action de Beijing de 1995 en matière de SDR, bien qu'il y ait eu des progrès notables dans le domaine de la mortalité maternelle. Nous n'n'étions déjà pas sur la bonne voie avant même le COVID-19, qui a entravé et fait reculer les progrès, mais à présent nous témoignons d'un moment de backlash conservateur et d'effets négatifs au sein des mouvements pour la justice, y compris pour la justice raciale et la justice environnementale. Malgré ce contexte, les participant.e.s aux différentes sessions du symposium ont exprimé un espoir commun de tirer les leçons du passé pour construire collectivement un avenir meilleur, avec une perspective à la fois réaliste et optimiste.



CRÉDIT PHOTO: Jonathan Torgovnik/Getty Images/Images of Empowerment

2.1. Représailles et backlash contre l'égalité de genre

“ Le genre est une forme de programmation. Si nous nous considérons comme un ordinateur, alors le genre est plus un logiciel que le matériel. Il est introduit dans nos systèmes d'exploitation par nos environnements à l'occasion de chaque acte, dans presque tout ce que nous faisons. Nous devons examiner ce logiciel à chaque fois quand il s'agit d'un logiciel malveillant, à chaque fois que son message promeut l'inégalité ou quand il est déshumanisant, à chaque fois qu'il est si fixe et rigide qu'il emprisonne.

—KATE GILMORE (PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LA PLANIFICATION FAMILIALE),
[PANEL « LES VOIX DU MOUVEMENT FÉMINISTE INTERSECTIONNEL ».](#)

Le backlash conservateur, les représailles contre les avancées en matière d'égalité de genre et l'augmentation de la violence à l'égard des femmes et des filles menacent de faire reculer tous les progrès accomplis en matière d'égalité de genre. Ce backlash joint ses forces avec les acteurs qui s'opposent à la diversité et à la migration pour gagner du terrain dans le monde entier. En Europe et aux États-Unis, par exemple, les acteurs fondamentalistes qui s'opposent aux droits sexuels et à l'égalité de genre établissent des liens avec celles et ceux qui se concentrent sur le nationalisme et les discours des droits des personnes anti-immigration pour faire avancer les programmes contre les droits humains universels et contre une éducation sexuelle compréhensive.

Le genre fait partie de tous les aspects de la vie des personnes et les inégalités fondées sur les stigmatisations, les normes de genre préjudiciables et les rôles de genre restreints sont ancrées dans les sociétés et les communautés du monde entier. Malgré ce contexte, les membres des panels ont souligné être inspiré.e.s par divers mouvements féministes intersectionnels, y compris les mouvements LGBTQI, et par les possibilités d'élargir davantage le champ du travail qui engage les hommes et les garçons pour le changement des normes et des rôles de genre par le biais d'une perspective critique et réflexive.



Kate Gilmore (présidente du conseil d'administration de la Fédération Internationale Pour La Planification Familiale) s'adressant à panel « les voix du mouvement féministe intersectionnel ».

2.2. La pandémie de COVID-19

Les membres des panels ont abordé l'impact de COVID-19 sur le travail en matière de SDR, en particulier en ce qui concerne le fait de toucher les jeunes – à cette occasion, nous avons constaté que les schémas des pandémies et des épidémies passées se répétaient : les inégalités de longue date étaient exacerbées et les personnes déjà marginalisées devenaient encore plus marginalisées. Toutefois, nous avons également constaté que l'innovation, la résilience et notre l'humanité partagée permettaient de relever les grands défis et de faire face à l'adversité.

Le COVID-19 a mis en évidence des inégalités qui existaient depuis longtemps, notamment en ce qui concerne les personnes qui dispensent les soins et assurent la prise en charge. Il a également entraîné l'insécurité et la fermeture des écoles dans le monde entier et il existe des inquiétudes concernant le retour des filles à l'école en raison de l'accroissement des obligations familiales, de la fragilité économique des familles, du grand nombre d'orphelin.e.s et des grossesses non désirées dues aux ruptures de stock de moyens de contraception. Les membres des panels ont appelé à donner la priorité aux efforts visant à garantir que les femmes et les filles ne soient pas laissées derrière en plein milieu de la crise sanitaire, comme cela a été le cas avec l'épidémie de sida et de Zika.

Les membres des panels ont également exprimé un consensus général concernant le fait qu'une analyse permanente en matière de genre et qui met au centre les femmes sera essentielle pour une réponse et un rétablissement justes après la crise sanitaire. Un membre du panel portant sur l'[Impact de la pandémie de COVID-19 sur les droits des femmes et des filles en matière de SDR](#) a souligné une distinction entre « protéger les droits des femmes » et « protéger les femmes », ce dernier élément augmentant l'assujettissement et les inégalités. L'intervenant a décrit ce phénomène à la lumière du risque pour la crise sanitaire de devenir une pandémie de « la loi et de l'ordre » plutôt qu'une crise de santé.

2.3. L'autonomie corporelle



[Les violations de l'autonomie corporelle représentent] une question qui concerne les enjeux de pouvoir parce qu'il existe des moyens subtils et insidieux qui font que les diverses violations de l'intégrité corporelle humaine, de l'intégrité corporelle des femmes, ne sont tout simplement pas visibles. Ils sont systématiquement dissimulés à cause des enjeux de pouvoir [...] – par exemple, dans un pays comme l'Inde qui refuse de reconnaître la notion de viol conjugal. Il s'agit d'une [question de] pouvoir, de pur pouvoir, d'une manière patriarcale de soumettre l'intégrité corporelle et les droits humains.

—MARCOS NASCIMENTO (FIOCRUZ), [POUVOIR, INTÉGRITÉ CORPORELLE ET SDR](#).

Le droit à l'autonomie corporelle et le droit d'être à l'abri des préjudices et des violations des droits appartiennent à tous les êtres humains, y compris aux enfants. Toute intrusion non consensuelle constitue une violation de l'autonomie corporelle, qu'il s'agisse d'attouchements non désirés ou de mariages forcés. Les pratiques néfastes qui violent l'autonomie corporelle sont souvent perpétrées ou soutenues par la famille, les amis et les communautés, et elles sont considérées ou comprises à tort comme étant dans « le meilleur intérêt » de la personne dont l'autonomie corporelle a été ignorée ou violée. Le respect de l'autonomie corporelle est un élément fondamental de la SDSR et des droits et de la dignité des personnes LGBTQI.

Les membres des panels du symposium ont souligné la nécessité de mettre l'accent non seulement sur le concept, mais aussi sur un engagement éthique au regard de l'intersectionnalité pour aborder la justice de genre et l'autonomie corporelle. Ils et elles ont décrit la nécessité de parler des vulnérabilités et des inégalités en adoptant une perspective intersectionnelle qui aborde le pouvoir et les inégalités au sein des communautés et entre les communautés, les pays et les régions. Cela inclut, par exemple, la prise en compte des conflits, des migrations, des urgences sanitaires et d'autres crises qui coexistent.

2.4. Pratiques préjudiciables

“ Nous savons que [le mariage des enfants] est largement interdit, pourtant il se produit des milliers de fois par jour dans le monde, dans tous les pays, toutes les cultures, toutes les religions et toutes les ethnies, nous voyons que ces pratiques se produisent. Nous comprenons qu'elles sont étroitement liées à la pauvreté et que le contexte est très important, mais la triste vérité est que cela ne limite pas seulement l'éducation d'une fille ; cela affecte sa vie future, à long terme, et cela la limite et l'empêche de faire des choix autonomes concernant son propre corps.

—LEYLEA SHARAFI (CONSEILLÈRE SENIOR POUR LES QUESTIONS DE GENRE AUPRÈS DE L'UNFPA), [POUVOIR, INTÉGRITÉ CORPORELLE ET SDSR](#).

Pendant le panel [Pouvoir, intégrité corporelle et SDSR](#), les intervenant.e.s ont mis en évidence plus de 90 pratiques préjudiciables répandues, qui représentent une violation des droits humains et qui surviennent contre la volonté des filles et avec le consentement des familles et des communautés. Ces pratiques comprennent, entre autres, le repassage des seins, les tests de virginité, le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et les préjugés contre les filles en faveur des fils. Chaque pratique continue d'affecter un nombre considérable de filles chaque année, et les taux devraient augmenter dans les décennies à venir en raison des évolutions démographiques, à moins que des mesures ne soient prises pour atténuer ces risques, selon les intervenant.e.s du panel. La crise sanitaire a également provoqué une recrudescence des pratiques préjudiciables et a rendu les interventions visant à réduire le risque de telles pratiques plus difficiles à mettre en œuvre. Le Fonds des Nations unies pour la population estime que 13 millions de mariages d'enfants et 2 millions de cas de mutilations génitales féminines supplémentaires auront lieu au cours de la prochaine décennie en raison des perturbations causées par la pandémie.⁷

⁷ Fonds des Nations Unies pour la population, *Millions more cases of violence, child marriage, female genital mutilation, unintended pregnancy expected due to the COVID-19 pandemic*, 28 avril 2020, [En ligne]. <https://www.unfpa.org/news/millions-more-cases-violence-child-marriage-female-genital-mutilation-unintended-pregnancies>

L'engagement des hommes et des garçons est au cœur du changement des normes sociales et de genre, à la fois en raison de leur rôle dans les communautés et parce que les leaders religieux, traditionnels et communautaires sont principalement des hommes. Les bénéfices de la fin des pratiques préjudiciables sont largement reconnus, mais ce domaine doit s'efforcer à présent de produire davantage de preuves sur la manière de procéder efficacement et sur le passage de l'intention à l'action chez les hommes. Les approches de transformation du genre qui remettent en cause les dynamiques de pouvoir sous-jacentes sont essentielles en ce sens – les programmes efficaces sont multidimensionnels et incluent l'éducation (petits ateliers ou programmes en mixité avec les membres de la communauté), un engagement plus large de la communauté et une approche à plus long terme, synchronisée avec les questions de genre visant à faire évoluer les normes de genre (avec une durée d'au au moins trois mois).

Les pratiques préjudiciables sont contextuelles et les approches intersectionnelles permettent d'aborder les facteurs économiques, sociaux et les autres facteurs qui sous-tendent ces pratiques. Dans certains contextes, le mariage des enfants est effectivement obligatoire pour le statut et la survie économique des filles issues de ménages à faibles revenus et une approche portant sur les vecteurs et les normes est donc essentielle.

2.5. Points clé OSIGEGCS

Les membres des panels du symposium ont montré comment une grande partie de l'architecture et de la construction du mouvement LGBTQI est née du mouvement et de la réponse au VIH au cours des trois dernières décennies. Même en tant que menace pour la santé, le VIH a ouvert des conversations sur le sexe et la sexualité qui n'avaient pas été possibles auparavant dans de nombreux pays, en particulier sur le continent africain. De plus, l'investissement dans la réponse à l'épidémie de VIH et dans le mouvement contre le sida au cours des dernières décennies a permis aux organisations LGBTQI de se développer et à un nouveau leadership d'émerger. Les membres des panels ont noté que même si les organisations LGBTQI ouvrent un espace pour un nouvel élan et un nouveau leadership autour de la justice de genre, il existe un risque continu de reproduire le patriarcat et la masculinité toxique dans ces espaces. Par exemple, une directrice d'une organisation LGBTQI de premier plan en Afrique a fait remarquer au cours de la session [*Droits LGBTQI, masculinités et patriarcat*](#) qu'elle était l'une des rares femmes à diriger une organisation LGBTQI sur le continent.

Dans le contexte du travail sur la violence, les pratiques préjudiciables et la SDR, les membres des panels ont appelé à mettre d'avantage l'accent sur la violence, la discrimination et la criminalisation des personnes LGBTQI. Quand nous considérons les hommes comme des alliés qui font partie et qui sont redevables envers des mouvements féministes, en s'engageant sur ces questions et en reconnaissant les défis des hommes en tant que leaders, une des questions principales qui a été posée c'est : quelle est la place des voix des masculinités dissidentes et des communautés et masculinités LGBTQI ? Les jeunes queer, en particulier, ont évoqué une marginalisation dans le processus décisionnel de la société civile, les obstacles importants qui entravent leur participation ainsi que les gestes symboliques de la part de certaines organisations, avec des risques pour leur sécurité au moment de l'engagement dans des rôles de leadership.

Un dernier point clé soulevé par certains membres de l'Alliance MenEngage en marge et pendant le symposium concerne le rôle des personnes transgenres dans les mouvements féministes et dans la communauté œuvrant pour la justice de genre. Alors que les panels ont clairement appelé à des féminismes intersectionnels et inclusifs et à la construction de mouvements féministes, les femmes et les enfants transgenres continuent d'être remis en question, ce qui suggère qu'il s'agira d'un point sensible sur lequel la MenEngage Alliance devra naviguer directement afin de soutenir une communauté entièrement inclusive sur le plan LGBTQI.

2.6. Les masculinités toxiques

Les messages de masculinité toxique sont ancrés dans des normes de genre préjudiciables et les perpétuent : les hommes doivent être forts, refuser de montrer leur peur ou leurs émotions, avoir le contrôle et être agressifs. Cela a un impact direct sur la santé et le bien-être des hommes et des garçons, ainsi que sur les droits et le bien-être des femmes et des filles, notamment par la perpétration accrue de violences et de pratiques préjudiciables. Les membres des panels ont identifié les leaders traditionnels et religieux comme des acteurs clés dans le changement des pratiques de la masculinité toxique, en tant qu'éducateurs pour leurs communautés, et en tant que pairs s'engageant les uns avec les autres et étant redevables les uns envers les autres. Bien qu'il soit difficile de convaincre ces acteurs de céder du pouvoir, les membres des panels ont affirmé que le travail par le biais de réseaux de pairs et avec les individus qui sont prêts à s'investir pour le changement a été couronné de succès.

2.7. Avortement sans risque

“ **Notre réaction consiste à rappeler aux individus que les femmes ont le droit de choisir et que ce droit n'est pas soumis à la ratification des hommes au regard de ce qu'elles peuvent choisir pour elles-mêmes et de ce qui est bon pour elles, pour leur santé et leur corps.**

—BAFANA KHUMALO (CO-DIRECTEUR EXÉCUTIF, SONKE GENDER JUSTICE ; COPRÉSIDENT, ALLIANCE MONDIALE MENENGAGE)

L'accès à l'avortement est un droit humain. Chaque personne devrait avoir le droit et la dignité de faire des choix concernant son corps, sa santé et sa vie. Bien que la [règle du bâillon mondial](#) ait été abrogée, son impact continue de se faire sentir, les intervenant.e.s décrivant comment cette règle a limité les services en matière de SDSR dans de nombreux pays. Les restrictions de l'accès à l'avortement persistent au-delà de la règle du bâillon mondial, les avortements n'étant possibles dans de nombreux endroits qu'en fonction des critères stricts et dans des cas très particuliers. Les préjugés et la désinformation du personnel de santé constituent un autre obstacle, avec une formation et des capacités inadéquates qui posent un problème permanent.

En outre, les organisations non gouvernementales qui fournissent des services d'avortement et des services connexes manquent souvent d'un financement sûr et à long terme dont elles ont besoin. Alors que nous sommes en train de dépasser la règle du bâillon mondial, de nouvelles approches et solutions de financement sont nécessaires pour garantir un accès permanent à des services d'avortement sûrs pour toutes les femmes et les filles partout dans le monde, en dépit de tout changement de politique éventuel. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités et les obstacles dans l'accès à ces services et il est urgent d'y remédier, dès à présent, mais aussi dans la planification en amont, afin d'atténuer l'impact des futures pandémies et épidémies.

2.8. Points clés actuels et émergents en matière de SDR



L'utilisation d'euphémismes [pour les menstruations], lorsque la menstruation est taboue, ne fait que renforcer le silence sur tout ce qui concerne le corps, sur tout ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive.

—MILI ADHIKARI (DIRECTRICE DIGNIFIED MENSTRUATION AMÉRIQUE DU NORD), [*RÔLE DES GARÇONS/HOMMES : RECONSTRUCTION DU POUVOIR POUR DES RÈGLES DANS LA DIGNITÉ.*](#)

Les appels pour impliquer les hommes dans la santé sexuelle et reproductive ont été articulés par des cadres mondiaux au moins depuis la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994. Ainsi, cette discussion sur le travail avec les hommes et les garçons pour faire avancer la SDR ou portant sur la manière de réaliser la SDR pour les hommes et les garçons n'est pas nouvelle. Les points suivants, évoqués pendant le symposium, mettent en lumière les discussions actuelles et les points de consensus sur le terrain, ainsi que les points de friction et les tournants existants :

- Les sessions du symposium ont vivement appelé les membres et les partenaires de l'Alliance MenEngage à évoquer les écosystèmes – comme le féminisme, la SDR, la terre et les droits des peuples autochtones – et à établir des intersections. La stigmatisation et la discrimination sont intimement liées aux enjeux de pouvoir et se recoupent avec la crise climatique, la santé et l'éducation. Ainsi, les membres des panels ont souligné la nécessité de commencer à parler de la SDR et de la justice de genre comme des normes dans ces domaines.
- La justice de genre exige une égalité et une équité totales dans toutes les sphères de la vie. Les membres des panels ont établi une relation claire entre la justice de genre et la SDR, l'une ne pouvant exister sans l'autre. Pourtant, au niveau opérationnel, le discours et le langage autour de la SDR diluent l'objectif de la justice de genre, alors même que nous œuvrons en ce sens, par exemple en formulant les objectifs autour de la santé ou de la mortalité maternelle sans utiliser directement le langage de la justice de genre afin de rendre notre cause plus acceptable pour les structures de pouvoir enracinées dans le patriarcat.
- Il existe une distinction essentielle entre les lois actuellement en place à grande échelle visant à protéger la SDR et la réalité de la régression de la SDR des femmes, due au conservatisme croissant et aux involutions



des normes sociales, ainsi qu'à la résistance à la mise en œuvre d'une éducation sexuelle compréhensive.

- En ce qui concerne une éducation sexuelle qui remet en cause les normes de genre, l'accent est désormais mis sur ce qu'une éducation inclusive et qui affirme les droits. Même si une éducation sexuelle compréhensive reste un élément important du changement culturel, elle peut également être source de discrimination et d'exclusion pour un grand nombre de personnes, particulièrement lorsque les expériences et les besoins des personnes LGBTQI ne sont pas pris en compte.
- Les membres des panels ont également abordé la relation entre la justice de genre et l'éducation au-delà de l'éducation sexuelle, citant les forces conservatrices de plus en plus importantes, ainsi que leur impact sur les secteurs de la santé et de l'éducation. Par exemple, au Brésil, les plans nationaux et locaux en matière d'éducation ont dû supprimer le mot « genre ». Bien que cette situation touche tout le monde au Brésil, l'impact le plus important concerne les personnes qui ont le plus besoin des services de santé publique et d'éducation publique (tant formelle que non formelle).

Comme l'a souligné une jeune militante engagée pour les droits humains au Zimbabwe, en s'appuyant sur son travail avec des adolescentes et jeunes femmes, l'implication des hommes et des garçons contribue à démanteler les normes de genre préjudiciables. Les causes structurelles des inégalités de genre sont ancrées dans les normes patriarcales des communautés et ce sont ces mêmes communautés qui doivent donc s'engager pour changer ces normes. Le travail avec les hommes et les garçons doit être redevable envers le leadership féministe et les droits des femmes en soutenant – et non en imposant – et en reconnaissant les risques de raviver les inégalités de genre quand le travail de « l'engagement des hommes et des garçons » facilite davantage le contrôle des hommes sur les femmes et les filles. Il faut également tenir compte du préjudice potentiel que représente la participation des hommes et des garçons au sein des familles et des communautés où les opinions conservatrices et régressives sont la norme. L'implication des hommes peut conduire directement à des préjudices et à des violations de la SDSR et doit donc être abordée avec prudence. Un exemple donné lors de la [Séance plénière d'ouverture](#) a porté sur une intervention qui enseignait aux hommes les qualités de l'acide folique pour les femmes, ce qui a conduit certains hommes à forcer leurs femmes et leurs filles à en prendre. L'engagement des hommes et des garçons doit se faire avec précaution pour éviter de renforcer les normes de genre ou d'outrepasser l'autonomie, l'agentivité et les choix des femmes et des filles.



CRÉDIT PHOTO: Paula Bronstein/Getty Images/Images of Empowerment

3. Pratiques prometteuses avec des exemples

Au moment où nous envisageons la voie à suivre, les pratiques prometteuses et les exemples partagés pendant le symposium ont fourni des conseils pour poursuivre, élargir la portée et améliorer le travail visant à impliquer les hommes et les garçons dans la SDR et à faire respecter les droits et la dignité des personnes LGBTQI. Parmi les exemples portant sur ce qui a été efficace dans la pratique et sur ce qui est prometteur en termes d'impact nous pouvons mentionner :

- L'initiative « SRHR Changemakers » de l'Alliance MenEngage, une initiative visant à promouvoir le leadership des jeunes dans le domaine de la SDR. Elle rassemble de jeunes militant.e.s dans des forums régionaux et mondiaux pour faciliter la collaboration, le partage des connaissances et l'élaboration des programmes communs. Les ateliers du symposium ont représenté une occasion d'aborder des pratiques prometteuses des « Changemakers » dans différents pays et régions. Au Bangladesh, par exemple, l'initiative a élaboré un programme d'études tenant compte de la dimension de genre pour mettre fin aux mariages précoces forcés et a mené un plaidoyer pour assurer sa mise en œuvre. Dans les Caraïbes, « Changemakers » a été à l'origine de l'élaboration d'un engagement régional avec la société civile, les agences des Nations Unies et d'autres acteurs afin de développer une déclaration régionale sur la SDR et sur la nécessité d'une éducation sexuelle compréhensive. En Afrique, « Changemakers » a élaboré une stratégie visant à déterminer comment les membres et les alliés de MenEngage pouvaient défendre la SDR en mettant l'accent sur l'avortement sans risque, qui reste un sujet tabou et dont l'accès est fortement limité dans de nombreux pays africains.
- La programmation selon des approches synchronisées avec la question de genre et à différents niveaux (y compris individuel et local) a été efficace. C'est le cas, par exemple, d'un programme du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) en Zambie, qui vise à réduire le risque des mariages d'enfants pour des adolescentes vulnérables, en créant des espaces sûrs (et séparés) pour les garçons et les filles, en développant les compétences de vie, la santé et les avantages sociaux et économiques, et en encourageant le changement de normes au niveau individuel. L'initiative SASA ! en Ouganda représente également un exemple de « bonne pratique » pour faire évoluer les normes sociales de genre basées sur des attitudes et des comportements préjudiciables. L'approche SASA ! a démontré un impact significatif concernant les perceptions des participants en matière d'inégalité de genre et leurs attitudes à l'égard du VIH et de la violence contre les femmes. En Géorgie, le Fonds des Nations unies pour la population, MenEngage, Promundo ainsi que d'autres partenaires, travaillent sur des initiatives locales visant à remettre en question les normes relatives à la santé reproductive et aux soins non rémunérés.

- Sonke Gender Justice et MenEngage Afrique ont élaboré une campagne régionale visant à engager les hommes et les garçons en faveur de la fin des mutilations génitales féminines. La campagne a touché les hommes et les garçons dans toute leur diversité et les personnes en charge de la mise en œuvre ont constaté une réceptivité accrue parmi les hommes et les organisations de défense des droits des femmes au fil des ans. Cependant, ce travail a parfois pu être interprété à tort comme un « rétablissement de la place légitime des hommes » ou a pu être rejeté par les hommes en tant qu'atteinte à leurs droits n'apportant aucun avantage pour eux. L'expérience de la campagne montre que les politiques seules ne suffisent pas : il faut du temps et des initiatives au niveau communautaire pour créer le changement, ainsi que des interventions au niveau politique.
- Le travail régional du Fonds des Nations Unies pour la population en Europe de l'Est et en Asie centrale a été efficace pour lutter contre les normes de genre préjudiciables et pour aborder les politiques familiales intégrant une approche sensible au genre. Il a impliqué une série d'initiatives comprenant des produits de plaidoyer et des outils de connaissance, des campagnes de sensibilisation, des partenariats, un plaidoyer politique, des interventions basées sur des programmes scolaires, des recherches et une plateforme régionale MenEngage comme outil de gestion des connaissances.
- Au Guatemala, une initiative du Population Council a utilisé une approche participative pour réduire les mariages d'enfants, l'abandon scolaire et les pratiques préjudiciables pour les adolescentes dans les communautés autochtones isolées. Le modèle Abriendo a fourni des espaces sûrs pour que les filles se rencontrent régulièrement dans des sessions culturellement pertinentes, dirigées par de jeunes femmes mentors de la communauté. Il a été mis en œuvre à grande échelle, avec 50 groupes dans un seul district, ce qui a permis sa visibilité. Des réunions hebdomadaires sont organisées pendant 12 mois, avec un renforcement des capacités et une formation régulière pour les mentors. S'appuyant sur le succès de l'initiative auprès des filles, les mentors ont adapté et contextualisé leur approche et le matériel utilisé, avec des activités dans les établissements de niveau secondaire pour toucher et impliquer les garçons.
- En ce qui concerne les programmes spécifiques qui mettent l'accent sur le COVID-19, les professionnels de santé au niveau local et les défenseurs des droits en Ouganda ont commencé à transporter des médicaments antirétroviraux pour le traitement du VIH aux jeunes se trouvant dans des endroits difficiles d'accès ou qui ne pouvaient pas parcourir de longues distances.

Plusieurs leçons générales ont été tirées pendant le symposium au regard de ces programmes :

- La mise en place d'une nouvelle structure et d'un nouveau réseau mondial de jeunes queer serait bénéfique, à la fois pour s'approprier les enjeux et pour favoriser la collaboration des féministes queer travaillant avec d'autres groupes et réseaux à travers les mouvements pour la santé et la justice.
- « Les téléphones sont notre révolution » : la construction de mouvements et de liens en ligne parmi les jeunes montre que le plaidoyer sur Internet et la connectivité mondiale continueront de gagner en force et en dynamisme à l'avenir.
- Les interventions en télémédecine et l'autosoin sont également de plus en plus importants – par exemple, l'utilisation de SMS, d'appels téléphoniques ou de WhatsApp en vue d'obtenir des informations sur la SDSR, des conseils en matière de santé mentale et d'être dirigé.e vers les services de SDSR.
- Les approches transformatrices qui remettent en question les dynamiques de pouvoir en place et les normes de genre inéquitables sont efficaces dans les programmes qui portent sur la violence basée sur le genre, la santé maternelle et l'accès à la contraception.
- Les investissements dans l'autonomisation financière, la création d'opportunités et le renforcement du pouvoir d'agir, l'éducation de qualité et les interventions connexes sont essentiels pour les filles et les femmes

4. Leçons apprises, recommandations et perspectives d'avenir

4.1. Leçons apprises

Lorsque nous regardons le paysage des sessions et la diversité des voix qui ont constitué le symposium MenEngage Ubuntu, nous pouvons remarquer un consensus et des points de discussion clés au regard de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas et pourquoi. Ces éléments tissent le fil conducteur tout au long de ce document, mais plusieurs éléments méritent d'être soulignés en particulier, en vue de leur prise en compte future dans les initiatives, les recherches, le plaidoyer et les collaborations.

Premièrement, ce qui fonctionne est évident : il s'agit de consacrer plus de temps et d'espace au dialogue, de faire appel à l'autoréflexion, d'apprendre des perspectives, régions et générations diverses, de construire de nouvelles alliances et de créer des espaces collectifs pour avoir une vision globale, reconnaître les tendances et apprendre les uns des autres. Les membres des panels ont noté qu'à mesure que nous apprenons les uns des autres et que nous renforçons nos moyens de collaboration virtuelle, nous avons besoin d'un espace spécifique pour l'apprentissage et le leadership Sud-Sud. Pendant trop longtemps, notre travail dans les domaines de la santé, du développement, des réponses humanitaires et des mouvements pour la justice a reproduit et perpétué le colonialisme.

Pour faire progresser la SDR de manière significative pour toutes et tous et pour créer un monde où les personnes LGBTQI jouissent de l'égalité des droits, nous devons placer les droits, la justice, l'équité et l'inclusion au cœur de notre travail. Dans le cas contraire, nos programmes, politiques et initiatives en matière de SDR risquent de reproduire des normes de genre préjudiciables et de porter atteinte à la dignité, à l'autonomie, à la sécurité et au bien-être des personnes qui sont déjà confrontées à la marginalisation, à la stigmatisation et à la discrimination.

Travailler pour faire progresser le travail dans le domaine de la SDR au bénéfice des hommes et des garçons n'est pas la même chose que le travail d'engagement des hommes et des garçons pour faire progresser la SDR des femmes et des filles et ce deuxième aspect peut générer autant de risques que de bénéfices potentiels. À mesure que le domaine de l'engagement des hommes et des garçons évolue, nos définitions et nos hypothèses doivent être claires, afin de pouvoir parler un langage commun. Les membres des panels ont rappelé l'appel de la chercheuse féministe Gita Sen en faveur d'une approche plus inclusive du droit à la santé, un appel que MenEngage a l'occasion de soutenir et de concrétiser. Un piège potentiel, cependant, serait de présumer que l'implication des hommes et des garçons dans la SDR est automatiquement bénéfique sans clarifier pourquoi, comment ou pour qui.

Nous rencontrons encore des obstacles dans le travail qui vise à faire évoluer les normes sociales à grande échelle. Un trop grand nombre de nos efforts, initiatives, workshops ou matériels pédagogiques sont assortis de délais, ont une visée restreinte, sont limités ou leur impact n'est



Mili Adhikari (directrice Dignified Menstruation Amérique Du Nord), s'adressant à "Rôle des garçons/hommes : reconstruction du pouvoir pour des règles dans la dignité."

ni documenté ni mesuré – parfois n'étant même pas mesurable. Comment promouvoir un (ou plusieurs) mouvement(s) plus important(s), notamment dans le travail contre les normes discriminatoires ? Comment avoir une voix plus forte et plus percutante en faveur du changement ? Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a publié outils sur les modalités de réaliser un changement de normes sociales à grande échelle et il est essentiel que ce travail soit mené à grande échelle. Le Forum Génération Égalité a ouvert une nouvelle porte, avec une attention et un dialogue plus importants en matière de leadership féministe et de création de mouvements – la reprise de l'activité dans le contexte COVID-19 exige que nous ayons une vision plus globale et que nos efforts soient plus résolus.

Les communautés touchées doivent être à la tête du changement, les leaders communautaires étant les principaux acteurs et les agents du changement. Dans le cadre de cette approche, la transformation nécessite un soutien continu et un espace pour que les leaders au niveau des communautés, ainsi que les autres acteurs impliqués, puissent apprendre, grandir et changer leurs propres attitudes en toute sécurité, comme l'a démontré le SAfAIDS.

Nommer la vulnérabilité n'est pas la même chose que de la réduire au silence : mesurer et dévoiler qui est affecté et qui est laissé de côté fait partie de la démarche visant à rendre les systèmes d'oppression visibles dans leur oppression. Le racisme, le sexisme, le patriarcat – des systèmes de discrimination qui rendent délibérément la vie précaire – doivent être nommés et dévoilés pour briser les cycles de la vulnérabilité. Une partie de ce travail consiste à considérer nos rôles et privilèges individuels afin d'apprendre à dialoguer, à écouter et à participer au changement. Les efforts pour le changement ne sont pas efficaces lorsque la sensibilisation, les capacités, les connaissances et la formation en matière de genre et les questions qui portent sur les enjeux de pouvoir sont absentes. Les membres des panels ont raconté des anecdotes portant sur des concours lors desquels les individus devaient soumettre des photos montrant la gravité des coups reçus, ce qui renforce la vulnérabilité et la victimisation au lieu de transformer le pouvoir. Les membres des panels ont également évoqué le fait que les hommes n'ont parfois pas conscience de leur pouvoir et ne l'utilisent donc pas pour soutenir la justice de genre. Dans d'autres cas, les hommes sont très conscients de leur pouvoir, qu'ils utilisent pour nuire ou violer des droits, par exemple lorsqu'un soutien conjugal ou une autorisation est nécessaire pour accéder aux soins de santé.

Dernièrement, les membres des panels du symposium MenEngage Ubuntu ont mis l'accent sur les systèmes de pouvoir et les systèmes néfastes et la nécessité d'un changement structurel et systémique. Bien trop souvent, nous nous rabattons collectivement sur le blâme individuel et/ou la responsabilité individuelle, plutôt que d'analyser – ou de prêter attention – aux systèmes et structures dont chacune d'entre nous fait partie. Une analyse douloureuse, mais révélatrice, a souligné que même si les hommes sont les principaux auteurs de la violence basée sur le genre – et que des manifestations ont même eu lieu avec le message « les hommes sont des déchets » - en réalité « Cet homme était un garçon qui a grandi dans un système qui est brisé ». Pour changer le système, nous devons toutes nous engager collectivement à le faire. Nous devons nous assurer que le travail avec les hommes et les garçons en faveur de la justice de genre, y compris les droits pour la SDR et la réalisation de la SDR pour toutes, consiste dans un changement systémique collectif.

4.2. Recommandations



Maintenant, nous osons être transformateurs dans la co-construction d'un monde meilleur, d'un nouveau langage, d'une nouvelle manière de penser.

—NYARADZAYI GUMBONZVANDA (FONDATRICE ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DU ROZARIA MEMORIAL TRUST).

En s'inspirant de la profondeur et de la diversité des conversations sur la SDSR et l'OSIGEGCS dans le cadre du symposium MenEngage Ubuntu, un certain nombre de recommandations et de considérations clés pour les personnes impliquées dans la transformation des masculinités et le travail avec les hommes et les garçons en matière de genre et de justice sociale peuvent être soulignées. Une recommandation primordiale et consensuelle est de veiller à ce que le COVID-19 ne cause pas un retour en arrière en matière de SDSR et de droits des personnes LGBTQI. Dans la rhétorique autour d'une « nouvelle normalité », nous devons collectivement rester fermes pour exiger que le recul et la perturbation trop souvent engendrés par la pandémie de COVID-19 ne créent pas une nouvelle – mais pire – normalité. Nous devons également tirer les enseignements de notre expérience de la pandémie, en reconnaissant et en acceptant la réalité discordante de vies humaines de manière générale et le fait que les soins, la défense des droits et notre travail sont interconnectés et ont chacun leur valeur.

De nombreux.euses intervenant.e.s ont également souligné la nécessité d'évaluer et de réévaluer en permanence nos propres positions, en particulier pour les hommes impliqués dans ce travail. Il est essentiel de prendre conscience des structures de pouvoir et des normes problématiques que nous pourrions (par inadvertance ou de manière intentionnelle) reproduire ou renforcer, pour que le travail de transformation des normes de la masculinité et de collaboration avec les hommes et les garçons en matière de genre et de justice sociale reste redevable.

Les intervenant.e.s des panels et des sessions ont également formulé des recommandations spécifiques en rapport avec chacun des thématiques et des priorités clés qui ont été à la base du symposium MenEngage Ubuntu. Comme évoqué précédemment, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais d'un résumé et des propositions d'action inspirées par le symposium.

Féminisme intersectionnel

- **Reconnaître le backlash et construire des alliances entre les différents mouvements pour renforcer notre résistance.** Les forces conservatrices croissantes, les normes traditionnelles ou qui marquent une involution, les attentes autour de la « famille » et le fondamentalisme religieux croissant alimentent un repli et une régression des droits en matière de SDSR et des droits des personnes LGBTQI dans les enceintes nationales et internationales, y compris dans le cadre des Nations unies. Des alliances informées, intersectionnelles et de grande portée sont nécessaires pour résister à ces changements.
- **Reconnaître la diversité des expériences et les intersections des discriminations, ainsi que leur impact sur la SDSR dans différents contextes.** Cette reconnaissance est essentielle pour un mouvement réflexif et efficace. Le symposium MenEngage Ubuntu a démontré un développement positif dans l'adoption de l'analyse intersectionnelle, l'intégration et l'enrichissement mutuel des mouvements sociaux, le renforcement des alliances et la solidarité entre les mouvements. Ces tendances positives doivent se poursuivre.

- 
- **Élargir la portée des mouvements féministes pour inclure la diversité des personnes LGBTQI** et travailler pour la normalisation et l'intégration des questions relatives aux jeunes queer par une inclusion significative, y compris dans la prise de décision à tous les niveaux. De même, les mouvements queer doivent s'engager à être de véritables alliés en retour, par exemple en s'exprimant sur la justice reproductive.

Décolonisation

- **Aborder les dynamiques de pouvoir inégales dans nos propres mouvements.** C'est un travail difficile, mais important : le racisme et la suprématie blanche sont des modes de pensée omniprésents. La décolonisation et l'intersectionnalité sont essentielles pour aborder, comprendre et renverser le racisme et la suprématie blanche. Nous devons réfléchir à nos propres positions et à la manière dont elles affectent notre travail.

Changement systémique féministe

- **Reconnaître qui porte le fardeau le plus lourd.** Les systèmes dans lesquels nous travaillons sont toxiques et il est difficile de s'y engager. Il est donc important de reconnaître le fardeau de plus en plus lourd que les femmes, les personnes LGBTQI ou les personnes marginalisées qui font ce travail doivent porter. Changer un système qui vous dévalorise demande un lourd tribut et nos mouvements doivent être des espaces sûrs et solidaires pour compenser cela.
- **Veiller à ce que le changement systémique soit au cœur de nos missions et une priorité dans tous nos mouvements.** Les systèmes ne sont pas conçus pour que les collectifs et les organisations soient viables. Les barrières structurelles, financières et systémiques limitent la portée et l'impact de notre travail, le changement systémique doit donc être une mission et une priorité essentielles pour tous nos mouvements.

Le « pouvoir avec » et la construction des mouvements

- **S'opposer de manière significative aux obstacles auxquels les personnes LGBTQI sont confrontées.** La violence et la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI persistent même au sein de nos mouvements. Les personnes LGBTQI sont souvent exclues des dialogues portant sur la violence, les pratiques néfastes et la SDSR. Elles sont également exclues de la prise de décision et d'une participation significative à la société civile, à tous les niveaux. Il est essentiel d'œuvrer pour la compréhension et l'élimination des obstacles spécifiques, pour la prévention des actions qui n'ont qu'une valeur symbolique et pour assurer une participation significative.
- **Encourager des collaborations et des partenariats fructueux.** La collaboration entre les mouvements, l'élaboration d'agendas communs et les alliances sont essentielles à la construction de mouvement. Cela devrait inclure les questions et priorités transversales, comme la crise climatique, le VIH et l'avortement sans risque. Les partenariats sont également importants, notamment avec les mouvements et organisations féministes qui ont un objectif féministe et qui sont des interlocuteurs clés pour les personnes les plus marginalisées et exclues. Il est essentiel d'atteindre le niveau systémique et d'engager les gouvernements, en vue d'une plus grande portée, mais aussi pour le changement des normes : le patriarcat doit être combattu sous tous les angles.
- **Favoriser l'apprentissage Sud-Sud et les solutions locales.** Les opportunités d'apprentissage Sud-Sud ont le potentiel d'avoir un impact significatif par la construction de mouvements et l'apprentissage mutuel. Nous devons créer des mouvements qui développent des solutions locales, qui atténuent la dépendance à l'égard des gouvernements et des flux de financement internationaux et qui s'opposent à l'impact contraignant de certaines politiques comme la règle du bâillon mondial.

Éviter de répéter les erreurs du passé. Nous devons reconnaître les barrières existantes et le fait que les espaces publics sont masculinisés. Pour promouvoir la dignité et les droits humains, nous devons créer des espaces qui nous permettent de provoquer le changement. Cela doit



inclure un changement systémique et des efforts pour établir un lien avec d'autres questions, notamment la justice climatique. Nous devons apprendre de ce qui n'a pas fonctionné dans le passé et envisager ce qui pourra être fait différemment.

Transformer les masculinités patriarcales

- **Conceptualiser explicitement le pouvoir des hommes.** Étant donné les déséquilibres dans les dynamiques de pouvoir, le fait de ne pas conceptualiser explicitement le pouvoir des hommes signifie que notre travail pourrait être préjudiciable (par exemple, lorsque nous abordons la question de l'implication des hommes dans la contraception). La prise en compte des enjeux de pouvoir, de leur complexité et la conceptualisation des relations de pouvoir sont des éléments clés des approches de transformation des normes de genre. Le domaine des interventions visant à impliquer les hommes et les garçons dans la SDR est en pleine expansion, mais nous devons reconnaître les lacunes et nous efforcer de développer ce domaine de manière plus substantielle. L'élaboration des fondations basées sur des preuves et s'assurer que les connaissances de la communauté sont prises en compte dans ce cadre représentent deux priorités essentielles.
- **Reconnaître la spécificité géographique du développement des masculinités.** La guerre, les conflits, les génocides, les normes sociales, les structures sociétales et d'autres facteurs ont un impact différent et donc la réponse requise dépend de chaque contexte.

Redevabilité

- **Renforcer la redevabilité au sein et entre les mouvements et générations – mais aussi entre les hommes, les femmes et les personnes concernées par la non-conformité de genre – et reconnaître qu'elle s'applique à tou.te.s.** La question du leadership et de la voix est permanente. Pour remédier au déséquilibre du pouvoir et aux inégalités d'accès au pouvoir, il faut notamment veiller à ce que la qualité de l'analyse et de la réflexion détermine qui obtient un accès aux différentes plateformes et qui a le pouvoir de s'exprimer. Les hommes sont essentiels en tant qu'alliés redevables envers les mouvements féministes, mais il est important d'éviter de faire l'éloge des hommes pour ce qui est en réalité élémentaire. Un mouvement redevable doit répondre aux demandes de redevabilité et doit reconnaître les défis portés par le leadership des hommes, y compris en laissant la place pour les voix des masculinités dissidentes et des masculinités LGBTQI.

Jeunesse

- **Considérer les jeunes comme des acteurs clés et non comme des bénéficiaires,** avec une participation significative à toutes les étapes et dans tous les espaces. Les membres des panels ont décrit ainsi les mouvements dirigés par des jeunes qui émergent pour s'ajouter aux autres mouvements, réseaux et espaces existants : « ils ne prennent pas les rênes, mais se joignent aux mouvements ». Cette diversité de voix et de leadership renforce notre travail collectif. Le leadership des jeunes peut être mieux soutenu en reconnaissant les efforts des jeunes, depuis le volontariat au niveau communautaire jusqu'aux positions de responsabilité ; nous devons fournir un espace pour que leurs idées soient entendues.
- **Contrecarrer les obstacles à la participation des jeunes.** Les mouvements de jeunesse émergent également en réponse à l'inaccessibilité des espaces féministes ou des mouvements de femmes existants, les obstacles étant notamment liés au coût, à l'accès et à l'inclusion. Des intervenant.e.s ont souligné que certains espaces féministes s'opposent aux vues progressistes en matière d'OSIGEGCS, ce qui montre que nos mouvements collectifs doivent réfléchir à ces obstacles et les surmonter.
- **Impliquer explicitement et de manière significative les jeunes queer.** La participation significative des jeunes queer à tous les niveaux est plus importante que jamais. Pour prendre conscience des privilèges, mais aussi de la diversité au sein de nos mouvements, il faut prendre en compte la profondeur et l'ampleur des besoins et des enjeux communautaires, incluant ceux qui concernent les jeunes queer. Cela nécessite également de reconnaître et d'aborder ces enjeux dans les espaces dominés par des voix non représentatives.

- **Apprendre les leçons offertes par le travail des mouvements de jeunesse dans le contexte de la pandémie de COVID-19.** Les mouvements de jeunesse ont été à l'origine de bonnes pratiques tout au long de la pandémie, notamment en étant à l'origine et en organisant des rencontres virtuelles, en facilitant leur accessibilité à travers des moyens comme le sous-titrage ou en fournissant des plateformes pour accueillir une diversité de voix. Ces efforts peuvent être une source d'apprentissage inestimable pour tou.te.s.

4.3. Perspectives d'avenir

À la suite du symposium MenEngage Ubuntu, nous pourrions nous appuyer sur les leçons et la collaboration qu'il a générées pour élaborer un agenda pour les prochaines étapes du mouvement. Cela concerne tant les questions soulevées lors du symposium, qui nécessitent une réflexion plus approfondie, que les questions qui ont été moins abordées pendant les sessions, mais qui méritent d'être considérées comme étant prioritaires.

Dans le premier cas, il s'agit de la nécessité de valoriser davantage les preuves et de la nécessité d'un programme de recherche clair, en faisant appel à la fois aux connaissances de la communauté et à la recherche quantitative et qualitative. Il est également nécessaire de développer des outils pour évaluer les coûts et les préjudices causés aux hommes par les normes de genre néfastes et les masculinités, ainsi que l'impact des inégalités fondées sur le genre pour tous les individus. Les questions thématiques comme que les pratiques néfastes et la santé maternelle peuvent être des portes d'entrée dans le travail avec les hommes et les garçons visant à répondre aux inégalités de genre sous-jacentes ; cependant, ne pas nommer explicitement la justice de genre dans les efforts en matière de SDSR risque de dépolitiser et de retirer la question de la justice de genre de ce travail. Des approches nuancées, scrupuleuses et contextualisées sont nécessaires et les discussions sur la manière de les mettre en œuvre seraient utiles.

Le symposium a mis l'accent sur les jeunes, ce qui était évident dans les sessions ayant porté sur des questions comme la dignité dans l'hygiène menstruelle et l'éducation sexuelle compréhensive. Toutefois, une approche du parcours de vie reconnaissant l'impact changeant mais constant des inégalités de genre sur les filles et les femmes tout au long de leur vie était absent. La ménopause a semblé également être un sujet absent du symposium et il serait fructueux d'explorer les pistes pour l'engagement des hommes et des garçons pour une ménopause dans la dignité, un accès informé aux soins de la ménopause, de haute qualité et fondés sur des preuves, et la défense des droits à la maison, au travail et dans la communauté pour les femmes et les autres personnes qui vivent l'expérience de la ménopause.

De plus, pendant les sessions centrées sur les voix des jeunes et qui leur offraient une plateforme, on a parfois indiqué vers une analyse anhistorique ou vers un manque d'apprentissage à partir de l'expérience. Les approches intergénérationnelles et multigénérationnelles pourraient également donner lieu à des conversations importantes, reconnaissant des priorités qui s'entrecroisent, mais aussi des priorités et des problèmes distincts.

Le consensus parmi les membres des panels du symposium a porté sur le fait que le travail sur les hommes et les masculinités doit adopter une analyse féministe et doit examiner les questions relatives à l'agentivité, à l'autonomie, au choix et au pouvoir lorsqu'il s'agit de SDSR pour tou.te.s. Cela est important en ce qui concerne les filles et les femmes dans leur diversité. Cela est important pour la dignité et les droits fondamentaux d'exister des personnes de la communauté LGBTQI. Cela est important quand on se réfère aux personnes qui sont confrontées à de multiples strates de marginalisation, comme les personnes racisées, les personnes vivant avec un handicap, les personnes autochtones et bien d'autres encore. Trop souvent, dans le domaine de la SDSR, le travail avec les hommes et les garçons reproduit des normes de genre et des relations basées sur des enjeux de pouvoir néfastes.

De plus, nous sommes actuellement à un tournant historique, avec une pandémie qui ne se produit qu'une fois par siècle, un moment qui amène des bouleversements importants.

Le travail avec les hommes et les garçons doit s'appuyer sur une analyse plus politique et plus réfléchie, afin d'éviter de perpétuer et de reproduire les systèmes nuisibles, y compris le colonialisme, et de naviguer efficacement dans un monde qui change rapidement, même pendant le temps d'une réunion. Il est temps de prendre des mesures audacieuses et d'adopter une vision plus audacieuse au regard de ce que pourra être un monde plus égalitaire, plus sain, plus juste, plus sûr et plus dynamique.

Le défi et l'opportunité pour l'Alliance MenEngage est de traduire le dialogue en action : par exemple, grâce aux membres qui portent une réflexion sur la manière dont ils et elles se montrent dans leurs espaces ou à la manière dont les politiques, les programmes et les prises de décision dans leur sphère d'influence mettent les principes en pratique. Cela peut inclure le fait de s'interroger sur la raison pour laquelle aucune femme n'est présente à une table de discussion qui porte sur la santé des femmes, par exemple, ou de se demander comment un groupe d'experts exclusivement masculin peut présenter une analyse définitive sans inclure de manière significative la diversité des expériences vécues.

Le symposium a fourni une feuille de route concernant la manière d'évoluer dans un paysage en mutation rapide et dans ce moment historique complexe :

- Créer un espace pour le dialogue interrégional, le partage d'expériences et l'apprentissage.
- Mettre en lumière les questions émergentes et les sujets de contestation/préoccupation
- Se concentrer sur les questions et analyses relatives aux droits humains qui sont émergentes ou source de litiges
- Établir plus de liens entre la théorie et la pratique et vice versa
- Promouvoir le dialogue, la collaboration, l'apprentissage et la construction des alliances entre les générations
- Développer et travailler avec des définitions claires dans tout le domaine
- Penser à grande échelle pour faire face à l'évolution des contextes et au backlash grandissant et envisager un plaidoyer plus résolu et plus audacieux
- Promouvoir un programme de recherche intégrant à la fois les connaissances de la communauté et la recherche théorique
- Adopter une approche fondée sur le parcours de vie pour comprendre l'égalité/l'inégalité de genre et la SDR
- Adopter une analyse féministe qui porte sur l'agentivité, l'autonomie et le pouvoir
- Mettre les principes en pratique



CRÉDIT PHOTO: Nina Robinson/Getty Images/Images of Empowerment

5. Bibliographie sélective sur la SDSR et l'OSIGEGCS

Child marriage. (s.d.). Fonds des Nations unies pour la population. Consulté le 26 novembre 2021, [En ligne]. <https://www.unfpa.org/child-marriage>

Ellingrud, K., & Hilton Segel, L. (13 février 2021). COVID-19 has driven millions of women out of the workforce. *Fortune*. <https://fortune.com/2021/02/13/covid-19-women-workforce-unemployment-gender-gap-recovery/>

Female genital mutilation. (s.d.). Fonds des Nations unies pour la population. Consulté le 26 novembre 2021, [En ligne]. <https://www.unfpa.org/female-genital-mutilation>

Gender-biased sex selection. (s.d.). Fonds des Nations unies pour la population. Consulté le 26 novembre 2021, [En ligne]. <https://www.unfpa.org/gender-biased-sex-selection>

Gesund, J. (2021, June 22). How is COVID-19 affecting women's employment? Evidence from the World Bank's Gender Innovation Labs. *World Bank Blogs*. <https://blogs.worldbank.org/jobs/how-covid-19-affecting-womens-employment-evidence-world-banks-gender-innovation-labs>

International Center for Research on Women Asia [@ICRWAsia]. (17 juin 2021). *#UbuntuSymposium #Pride2021 Diti shares her powerful story on being a north-eastern, trans masculine person. Her journey from being labelled a TOMBOY girl to having self-actualization is awe inspiring!* [Tweet]. Twitter. <https://twitter.com/ICRWAsia/status/1405525129656819726?s=20>

International Center for Research on Women Asia [@ICRWAsia]. (17 juin 2021). *#UbuntuSymposium Watch Hemlata Verma, ICRW analyze how gay men and trans men inhabit and perform hegemonic masculinity or how queer women may reinforce hegemonic masculine norms. Thrilling conversation! Join us.* [Tweet]. Twitter. <https://twitter.com/ICRWAsia/status/1405516175728017412?s=20>

Fonds des Nations unies pour la population, Avenir Health, Université Johns Hopkins, & Université de Victoria. (avril 2020). *Impact of the COVID-19 pandemic on family planning and ending gender-based violence, female genital mutilation and child marriage*. <https://www.unfpa.org/resources/impact-covid-19-pandemic-family-planning-and-ending-gender-based-violence-female-genital>

Anexo 1. Liens vers les sessions du symposium sur la SDSR et sur l'OSIGEGCS

1. 10 novembre 2020 : [Séance plénière d'ouverture](#)
2. 11 novembre 2020 : [Panel Leadership des jeunes et construction des mouvements](#)
3. 11 novembre 2020 : [Panel Les voix du mouvement féministe intersectionnel](#)
4. 11 novembre 2020 : [Panel Hommes et masculinités \(première partie\)](#)
5. 12 novembre 2020 : [Panel Hommes et masculinités \(deuxième partie\)](#)
6. 19 novembre 2020 : [Impact de la pandémie de COVID-19 sur les droits des femmes et des filles en matière de SDSR](#)
7. 26 novembre 2020 : [Habiliter les jeunes dans l'accès aux informations et aux services de SDSR pendant la pandémie de COVID-19](#)
8. 2 décembre 2020 : [Workshop Changemakers SDSR](#)
9. 8 décembre 2020 : [Pouvoir, intégrité corporelle et SDSR](#)
10. 17 décembre 2020 : [Droits LGBTQI, masculinités et patriarcat](#)
11. 14 janvier 2021 : [Quel programme de recherche et agenda basé sur les preuves pour aborder les masculinités dans le contexte de la SDSR ?](#)
12. 21 janvier 2021 : [Engager les hommes et les garçons pour la justice de genre et mettre fin aux pratiques préjudiciables](#)
13. 11 février 2021 : [Engager les jeunes hommes pour une éducation sexuelle et relationnelle transformatrice en Amérique du Sud, en Afrique et en Europe](#)
14. 18 février 2021 : [Changemakers et le travail pour mettre fin à la stigmatisation, à l'exclusion et aux pratiques préjudiciables](#)
15. 25 février 2021 : [Expériences en Afrique : travailler avec les hommes et les garçons pour plaider en faveur de la SDSR pour toutes et tous](#)
16. 4 mars 2021 : [Faire évoluer les normes et les discours sur le genre, promouvoir les partenariats et les interconnexions pour promouvoir la santé sexuelle chez les jeunes](#)
17. 10 mars 2021 : [Comment se remettre de la règle du bâillon mondial ?](#)
18. 15 avril 2021 : [Aborder les approches transformatrices du genre : quelle signification pour les hommes et les garçons ?](#)
19. 15 avril 2021 : [Engager les leaders traditionnels et religieux comme soutiens pour l'égalité de genre : un tremplin vers la SDSR](#)
20. 22 avril 2021 : [Intervenciones Creativas y Participativas de y con Jóvenes](#) (Interventions créatives et participatives par et avec les jeunes)
21. 29 avril 2021 : [Rôle des garçons/hommes : reconstruction du pouvoir pour des règles dans la dignité](#)
22. 13 mai 2021 : [Le passé, le présent et l'avenir de l'implication des hommes dans la santé et les droits sexuels et reproductifs](#)



CRÉDIT PHOTO: Nina Robinson/Getty Images/Images of Empowerment